



## **Grand Pari(s) et Grand Huit**

Le discours du Président de la République du 29 avril a mis en avant plusieurs bonnes intentions concernant les transports en Ile-de-France. Tout d'abord on peut noter l'importance donnée aux transports en commun et la reconnaissance d'un retard pris dans leur développement. Les projets autoroutiers pharaoniques semblent appartenir désormais au passé. Le fait que l'on n'oppose plus la nécessaire amélioration du réseau existant, reprise en partie dans le « plan de mobilisation » proposé par le conseil régional, et la création de nouvelles infrastructures, en rocade notamment, est aussi une avancée significative.

Après ces annonces de principe, il faut maintenant travailler à planifier et préciser les projets pour aboutir à un ensemble cohérent. Or de nombreuses interrogations subsistent :

- la double boucle ou « grand huit » de métro automatique issue des propositions du secrétaire d'Etat au développement de la Région Capitale, Christian Blanc, recoupe en partie le projet de rocade « Arc Express » en cours d'étude par le STIF. Mais la priorité donnée à la desserte des aéroports et des grandes zones d'emploi est-elle pertinente ? Les projets de réutilisation des infrastructures existantes, grande ceinture ferroviaire notamment, semblent jugés secondaires alors que ce sont souvent ceux qui ont le meilleur rapport qualité / prix.

- L'urgence de la branche de métro Massy –Versailles -La Défense par le plateau de Saclay est tout à fait discutable alors que l'on n'arrive déjà pas à faire circuler un réseau de bus correct sur ce plateau et que Versailles et La Défense sont déjà reliées par deux lignes SNCF.

- Est-il judicieux de prolonger la ligne 14 à Orly et surtout jusqu'à Roissy ? Avec quelle distance inter-stations ? Et quel effet sur la charge dans Paris ?

- L'ensemble de ces projets d'infrastructure représenterait un financement estimé en première approche à 35 milliards d'euros, mais la part que l'Etat y apportera reste floue. Le Partenariat Public Privé (PPP) semble finalement écarté tandis que les exemples récents de gel de crédits de l'Etat qui ont retardé des projets beaucoup plus modestes n'incitent pas à l'optimisme...

Ces quelques questions, loin d'être exhaustives, montrent que le projet présenté par le chef de l'Etat n'a pas fait l'objet d'une concertation suffisante jusqu'à présent. C'est pourquoi l'AUT a demandé un rendez-vous à Christian Blanc. La volonté d'aller vite, on ne va pas s'en plaindre mais prendre quelques mois pour aboutir à un projet partagé n'est jamais une perte de temps.

*Bulletin N° 94, mai-juin 2009*